

**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**DEPARTEMENT DE LA REUNION**  
**COMMUNE DE SAINT-PIERRE**

ARRETE REG 0683 PR2024

**INSTITUANT UN « STOP » DANS LE CHEMIN JULES FERRY  
A L'INTERSECTION DU CHEMIN DES CHATAIGNIERS  
A LA LIGNE DES BAMBOUS**

**Le MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-PIERRE**

VU la loi du 19 mars 1946 érigeant LA REUNION en Département, ensemble les textes subséquents qui l'ont modifiée ou complétée ;

VU la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par les lois n°82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83.8 du 7 janvier 1983 ;

VU le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2211-1, L.2212-1 et suivants, L.2214-3;

VU le Code de la route notamment les articles L.325 et suivants L.411-1, les articles R.110-1 et suivants R.325 et suivants R.411-3 et suivants, R.411-18, R.411-21-1, R.411-24, R.411-25, R.411-28, R.412.51; R.417 et suivants ;

VU le Code Pénal notamment ses articles 223-1 et suivants, 322-1 et suivants, 433-3, R.610-5, R.623-2, R.631-1, R.632-1, R.641-1 ;

VU l'arrêté municipal DRH2023-3234 portant délégation de fonction à Monsieur Patrick VAYABOURY Conseiller Municipal ;

VU le Règlement de la Voirie Communale ;

**CONSIDERANT** que pour des raisons de sécurité et de commodité, il y a lieu d'instituer un « STOP » dans le chemin Jules Ferry à l'intersection du chemin des Châtaigniers à la Ligne des Bambous.

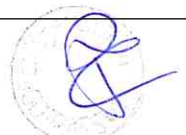
**ARRETE**

**ARTICLE 1/** Il est institué un « STOP » dans le chemin Jules Ferry à l'intersection du chemin des Châtaigniers à la Ligne des Bambous.

**ARTICLE 2/** Les Services Techniques sont tenus de mettre en place la signalisation réglementaire en vigueur conformément au livret I huitième partie sur la signalisation routière.

**ARTICLE 3/** Le présent arrêté fera l'objet d'une publication selon les règles en vigueur.

Accusé de réception en préfecture  
974-219740164-20240828-REG0683PR2024-AR  
Date de réception préfecture : 28/08/2024



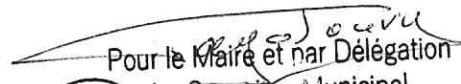
**ARTICLE 4/** Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

**ARTICLE 5/** Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'autorité administrative, Monsieur le Maire, rue Méziaire Guignard – BP 342 – 97448 SAINT-PIERRE CEDEX qui a pris l'acte ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, au 27 rue Félix Guyon -97400 SAINT-DENIS, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification et/ou de publication.

**ARTICLE 6/** Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général des Services Techniques, Monsieur le Commissaire Chef de la circonscription de sécurité publique de Saint-Pierre, Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Saint-Pierre, le 28 AOUT 2024

Le Maire

  
Pour le Maire et par Délégation  
Le Conseiller Municipal  
Patrick VAYABOURY



Accusé de réception en préfecture  
974-219740164-20240828-REG0683PR2024-AR  
Date de réception préfecture : 28/08/2024

